



Le bon sens et le réalisme doivent arrêter la culture de promesses

2010/8
04 | 06 | 2010



A une semaine des élections, l'assainissement des finances publiques est le sujet de la journée, du moins en Flandre. L'électeur a enfin droit au débat qu'il mérite : quelle politique de rétablissement doit-on mener pour réaliser l'effort budgétaire structurel de 22 milliards d'euros? Au total, cela revient à épargner plus de 40 milliards dans les 4 années à venir. Sachant cela, le fossé entre les discussions d'austérité et les programmes électoraux est d'autant plus remarquable. Car les promesses sont à l'honneur en périodes électorales obligeant les hommes et femmes politiques à séduire. Il n'en est pas autrement en 2010, malgré les signaux alarmants du Bureau du Plan et de la Banque Nationale. Les programmes politiques forment donc une sorte de réalité virtuelle, un monde parallèle où l'on trouve une réponse à toutes les aspirations sociétales.

Culture de promesses

Les programmes politiques forment une encyclopédie de plus de mille pages que l'électeur modèle n'est pas en mesure de lire minutieusement. Pour quand même vous donner un aperçu de leur teneur Saint-Nicolas, nous en avons filtré toutes les propositions qui impliquent des dépenses et des investissements supplémentaires. Les quatre partis traditionnels francophones, le cdH, le PS, le MR et Ecolo, proposent ensemble plus de 170 mesures qui impliquent de nouvelles dépenses. C'est le cdH qui occupe la première place avec 59 propositions, juste devant le PS qui en a 55. Suivent ensuite le MR et Ecolo avec respectivement 31 et 28 nouvelles mesures de dépenses. En Flandre, l'image est semblable, même si on y reconnaît, plus encore qu'en Belgique francophone, le clivage gauche-droite. On compte 55 et 66 mesures de dépenses supplémentaires pour les partis du centre gauche SP.a et Groen!, contre 21 et 26 mesures pour les partis du centre droit Open VLD et la N-VA. Le CD&V se retrouve avec 32 propositions quelque part entre les deux. Toute la politique belge est donc coupable. L'histoire des économies budgétaires s'est rajouté au débat politique, mais à la marge et jusqu'à ce jour uniquement au Nord du pays. La Wallonie serait-elle moins en crise ?

Aperçu quantitatif des programmes politiques

Parti	Nombre de nouvelles dépenses	Nombre de sources de financement direct	Nouvelles taxes	Nombre de mesures d'austérité
CD&V	32	2	0	36
SP.a	55	14	3	13
Open VLD	21	5	4	36
Groen!	66	20	8	18
N-VA	26	9	3	17
cdH	59	3	6	6
PS	55	0	7	2
Ecolo	28	2	9	6
MR	31	4	5	2

“

Un budget sain ne suppose pas seulement des mesures budgétaires. D'importantes réformes structurelles sont aussi indispensables.

”

entraînant des moyens publics supplémentaires, seulement 9 (!) ont prévu des sources de financement supplémentaires – tous partis francophones confondus. Le bilan est légèrement plus positif en Flandre avec un quart des mesures financées.

Se taire et rester vague

Ceci dit, il n'y a rien de mal à dresser des listes de souhaits, comme les enfants le font pour la Saint-Nicolas. Mais gouverner, c'est avant tout faire des choix. Nous savons pertinemment bien que nous ne pouvons pas tout faire. Si l'électeur n'est pas au courant des points de rupture d'un certain parti, s'il n'a aucune idée de ce qui est prioritaire, il ne sait pas de quoi parlent réellement les élections. Des 173 propositions

Evidemment ces nombres ne racontent qu'une partie de l'histoire. In fine, tout tourne autour des coûts et des bénéfices. Malheureusement, ce calcul se heurte à un mur de silence et de confusion. Les promesses électorales sont surtout vagues et donc incalculables. En tout cas, ce ne sont pas les partis même qui systématiquement font l'exercice de chiffrer les dépenses, impôts et mesures d'austérité proposées. Les chiffres de redressement budgétaire avec lesquelles on jongle ces derniers temps en Flandre sont une modeste amélioration, mais rien de plus : ils sont sélectifs en comparaison avec la totalité des programmes, sont un peu

simplistes et très difficilement vérifiables objectivement. Le citoyen ne sait donc pas à quoi il a à faire. Par exemple, il est pratiquement impossible de distinguer les grandes économies des petites interventions.

Une tentative de bon sens

Essayons quand même de se lancer dans un exercice de calcul modeste sur base des chiffres publiés au Nord du pays. Vu que c'est avec eux qu'on devra négocier un accord gouvernemental, ce n'est peut-être pas plus mal d'avoir une idée de leurs idées. Les propositions les plus importantes sont les suivantes :

1. Un Etat plus efficace et le non-remplacement d'une partie des fonctionnaires partant à la retraite: 1,28 à 1,5 milliards d'euros
2. Une diminution des intérêts notionnels : 1,3 à 1,47 milliards d'euros
3. Une croissance des dépenses en soins de santé revue à la baisse: 1,48 à 1,78 milliards d'euros
4. Des taxes carbone : 0,6 milliards d'euros
5. L'abolition de certains avantages fiscaux : 0,255 à 0,55 milliards d'euros

La fiscalité verte est, sur le principe du moins, acceptée par presque tous les partis, même s'il faudra se mettre d'accord quant à son contenu et son étendue. Plusieurs partis semblent aussi s'être mis d'accord pour taxer le patrimoine, ou le rendement de patrimoine plutôt. En Flandre, on semble aussi vouloir rembobiner la prépension. Il en va de même pour les chèques services.

Deux phrases assassines pour s'assurer d'un budget en équilibre sur papier sont l'anticipation de nouveaux emplois créés – pas moins de 500 000 d'après la N-VA – et la lutte contre la fraude fiscale. Mais rappelez-vous que des 200 000 emplois créés pendant la période Verhofstadt, 130 000 avaient en tout ou en partie été payés par le contribuable. Pour les années à venir, le Bureau du Plan prévoit à nouveau que plus de la moitié de la faible création d'emploi sera financée par l'argent public. Bien évidemment, cela change la donne budgétaire. Quant à la fraude fiscale, pourquoi ne sommes-nous pas allés chercher cet argent plus tôt s'il est si facile à obtenir ? Etant donné les expériences décevantes du passé, il serait peut-être plus approprié d'exclure ces bénéfices potentiels des plans de redressement budgétaire pour les utiliser éventuellement plus tard pour financer les nouveaux défis à venir.

Economiser et réformer !

Nous constatons par ailleurs qu'on prend un peu à la légère les possibles implications de certaines mesures d'austérité. C'est vrai qu'il faut épargner, mais comment allons-nous faire pour rendre les différentes administrations réellement plus efficaces ? Pour le CD&V et l'Open VLD, la norme de croissance des dépenses en soins de santé doit être revue à la baisse, mais cela ne sera pas sans conséquences. Soit le secteur en entier et le patient souffriront d'un rétrécissement gigantesque et permanent du budget de plus de 60% par rapport à ce qu'on a connu ces dernières décennies, soit nous parviendrons à réformer efficacement le système. Réformer pour construire, pas pour détruire. Mettre de l'ordre dans notre ménage budgétaire est essentiel. Cependant, un budget sain demande plus que des mesures budgétaires. Des réformes structurelles d'envergure sont tout aussi, si pas plus, importantes encore. Ainsi, notre marché de l'emploi doit devenir plus dynamique, notre économie plus compétitive, les pensions démographiquement durables et la fiscalité plus simple et stimulatrice d'activité. C'est la seule manière de construire les fondements économiques d'une

sécurité sociale solidaire.

C'est ici que la réforme de l'Etat fait son apparition. Elle doit non seulement rompre avec l'impasse communautaire, mais elle doit en plus être la garantie d'un Etat plus efficace, pour une meilleure distribution des compétences, pour davantage de responsabilité financière pour les autorités compétentes et pour un financement stable du tout. Le temps du fédéralisme de consommation, quand le souhait flamand pour plus de compétences régionales rencontrait le souhait francophone pour plus d'argent régional, est passé. Le gouvernement fédéral ne pourra pas porter à lui seul la charge du vieillissement.

Dans le passé, la Belgique a négligé la mise en œuvre de réformes nécessaires. Ces réformes devront se faire en une législature, en plus d'importantes économies; la réforme de l'Etat figurant comme problème supplémentaire censé devenir une partie de la solution. Encore une législature historique donc qui nécessitera une sacrée dose de bon sens, de pragmatisme et de réalisme, et pas le mix embrumant de promesses vagues et d'économies faites du bout des doigts.

Marc De Vos, Ivan Van de Cloot, Brieuc Van Damme et Isabelle Martin

Paru dans Le Soir du 04/06/2010

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables